



ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT,

QUI condamne quatre Imprimés, intitulés, Le premier : Lettre d'un Docteur de Sorbonne, &c. Le second : Il est tems de parler, &c. Le troisième : Tout se dira, &c. Le quatrième & dernier : Examen du Mandement portant condamnation de trois Parties de l'Histoire du Peuple de Dieu, &c. à être lacérés & brûlés par l'Exécuteur de la Haute Justice ; & ordonne, dans huitaine, la prestation de serment à tous les Membres de la ci-devant Société se disant de Jesus, étant actuellement dans le Ressort de la Cour.



EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du vingt-deux Février mil sept cent soixante-quatre.



CE JOUR, toutes les Chambres assemblées, les Gens du Roi sont entrés, & M^e Omer Joly de Fleury, Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, ont dit :

MESSIEURS,

L'IMPRIMÉ que vous nous avez fait remettre le 27 du mois de Janvier dernier paroît avoir été composé dans un

Lettre d'un
Docteur de
Sorbonne.

A

tems où l'existence d'une Instruction Pastorale de M. l'Archevêque de Paris étoit encore problématique dans cette Ville, quoiqu'il y fût arrivé des avis de toute part que cette Instruction Pastorale étoit répandue dans les Provinces.

C'est ce moment de doute & d'incertitude qui a été saisi par l'Auteur anonyme de cet Ecrit pour adresser à un Evêque qui n'est pas plus désigné que l'Auteur, une justification de la conduite de M. l'Archevêque de Paris, sous le titre de *Lettre d'un Docteur de Sorbonne à Monseigneur l'Evêque de ****.

L'objet de cette Lettre rendue publique depuis par la voie de l'impression est de montrer en premier lieu que jusqu'à l'époque de l'Instruction Pastorale, *tout concouroit à engager* (M. l'Archevêque de Paris) *à garder le silence qu'on demandoit & qu'il a gardé* ; ensuite que c'étoit pour ce Prélat (selon l'Auteur de la Lettre) *le temps de se taire , tempus tacendi* ; en second lieu, que lorsque ce Prélat a donné son Instruction Pastorale, le temps de se taire étoit passé, qu'alors *c'étoit pour lui une obligation indispensable de parler , tempus loquendi*.

L'Auteur rend raison des motifs qui devoient déterminer à garder d'abord , & ensuite à rompre le silence , de manière que ce silence , à en juger par les raisons qu'il donne , paroît avoir été un silence d'intrigues & de combinaisons , un silence politique fondé sur des espérances & sur des manœuvres plutôt qu'un silence dicté par la prudence & par la sagesse , qui , si elles eussent été consultées , n'auroient permis dans aucun temps à M. l'Archevêque de Paris de s'expliquer , comme il il l'a fait , contre l'autorité de la chose jugée dans une affaire , sur laquelle les seules Parties intéressées , quoiqu'averties , quoiqu'invitées à proposer leurs moyens , n'ont pas même jugé à propos de se défendre.

Mais ces espérances une fois évanouies, les Jésuites étant (selon cet anonime) détruits , étant anéantis , il faut que M. l'Archevêque défende l'Eglise dont on envahit tous les droits , & cette défense de l'Eglise consiste (dit-on) à s'élever contre les entreprises des Juges séculiers qui connoissent de la nature de l'Institut des Jésuites , par rapport à la Religion , ce qui n'appartient qu'à l'Eglise qui condamnent les Vœux des Jésuites reconnus & approuvés par l'Eglise qui font faire une compilation odieuse d'Affertions infidèles , altérées , falsifiées , qu'ils attribuent aux Jésuites , & qu'ils condamnent avec des qualifications entassées & monstrueuses quoiqu'ils ne puissent ignorer que l'Eglise seule peut prononcer sur la morale qui fait partie du dépôt que Jesus-Christ lui a confié qui s'arrogent enfin le droit de dresser un Formulaire de Foi qui comprend des Propositions contraires à la Doctrine de l'Eglise : qui imposent aux Jésuites l'obligation de le signer , & osent , en cas de refus , leur interdire des fonctions attachées à leur état de Prêtres , quoiqu'approuvés par les Evêques à qui seul il appartient de choisir leurs Coopérateurs dont ils connoissent le mérite.

Voilà comme on veut toujours lier les intérêts des Jésuites à ceux de l'Eglise , & c'est ainsi que le fanatisme cherche à déclamer contre un exercice légitime que vous avez fait , dans la Cause dont il s'agit , de cette autorité du Souverain dont vous êtes les dépositaires.

Il ne nous convient pas d'agiter toutes ces questions vis-à-vis d'un Inconnu qui n'est pas si intrépide qu'il l'annonce , puisqu'il ne se nomme pas , & qui par une confusion des faits , par une ignorance grossière & affectée des principes , semble former le projet de surprendre ceux qui ne sont pas en état de distinguer sans complaisance & sans intérêt , ce qui dans des matieres aussi

importantes & aussi délicates , est du ressort de l'autorité spirituelle ; ce qui appartient purement à la puissance temporelle & ce qui pourroit les intéresser toutes deux.

Ce qui nous a frappé d'avantage dans cet Ecrit, indépendamment de ces deux époques , l'une *pour se taire* , & l'autre *pour parler* ; c'est cette invitation séditieuse à tous les Evêques de l'Eglise Gallicane , de regarder comme commune à tous cette obligation prétendue de parler , si indispensable pour M. l'Archevêque de Paris : *l'Episcopat est solidaire pour tous* (dit l'Auteur de la Lettre) *de même que les devoirs qui y sont attachés..... ils doivent donc s'occuper tous de devoirs si essentiels sans se rendre coupables d'une honteuse prévarication par la dissimulation ou le silence.*

A Dieu ne plaise que nous présumions dans le Clergé de l'Eglise de France aucun Prélat capable de prêter la plus légère attention à des discours si séditieux & si criminels ! & loin d'avoir une opinion si contraire au zèle éclairé qui doit les animer tous également dans l'occurrence présente , nous ne doutons pas qu'après y avoir mûrement réfléchi , ceux même qui pourroient être les plus favorables à l'autorité spirituelle que nous respectons & dont les droits n'ont jamais peut-être été si solidement défendus que par les Magistrats de cette Compagnie , ne demeurent convaincus , que les droits véritables de l'Eglise & de ses Ministres n'ont rien souffert , & ne peuvent rien souffrir de tout ce que vous avez ordonné.

L'Auteur de cette lettre fait plus encore , tant le fanatisme est aveugle , il flétrit de son autorité privée les Evêques qui ne suivroient pas les mouvemens du zèle impétueux & défordonné qui le tourmente. *Malheur à ceux-là* , dit-il , *il auroit mieux valu qu'ils ne fussent pas nés* , il les déclare prévaricateurs de

leur ministère , indignes de s'approcher des Autels , il décide que leurs prévarications s'ils perseverent , les exclura un jour du nombre des serviteurs fideles dont J. C. récompensera le zèle , & qu'elle les exclut dès-à-présent du nombre de ceux par qui le salut est opéré dans Israel , per quos salus facta est in Israel. Ce sont ses expressions.

Voilà des traits qui annoncent un esprit de fermentation & de soulèvement qui fait horreur , & quoique la Justice ne dût pas desirer de rencontrer sous sa main des coupables , il est des cas où un exemple de sévérité pourroit peut-être contenir ceux sur lesquels la raison & le devoir semblent avoir perdu tous leurs droits.

Si l'écrit dont nous venons de vous rendre compte vous paroit mériter toute la sévérité de la Justice , quelle impression ne fera pas sur vos esprits le second ouvrage remis entre nos mains , en exécution de votre Arrêté du 31 du même mois , & qui a pour titre : *Il est tems de parler , ou Compte rendu au Public des Pièces légales de Me Ripert de Monclar , & de tous les événemens arrivés en Provence à l'occasion de l'affaire des Jésuites , &c. en deux volumes in-12.*

Il est tems
de parler , &c.

L'Auteur commence dès la Préface à prendre le ton le plus insultant & le plus audacieux que jamais Ecrivain puisse se permettre. Il s'y fait gloire de provoquer contre lui le glaive de la Justice , de la solliciter même pour qu'elle frappe de la fliétrissure la plus infamante l'ouvrage qu'il produit ; le mépris public de l'autorité conduit bientôt à la révolte , & cet écrit en porte tous les caractères.

L'Auteur se propose d'examiner le Compte rendu & le Plaidoyer de M. de Monclar dans l'affaire des Jésuites , & il discute relativement au dessein qu'il s'est formé , si ces deux Ecrits sont conformes aux lumieres d'un homme de Lettres , à l'intégrité d'un

1^{er} Tome ,
page 4.

Magistrat, à la religion d'un Catholique ; ce qui vous donne d'abord une idée générale de ce libelle.

Conclusion,
Tome 2, pag.
402.

Tel est en effet le plan de ce détestable ouyrage, où le ténébreux Ecrivain prétend prouver qu'il ne reconnoît dans le Compte rendu & dans le Plaidoyer, ni *l'Homme de Lettres*, ni le *Magistrat*, ni le *Catholique*. Il finit par une Conclusion relative aux trois points de vûe sous lesquels il considère M. de Montclar.

Il ne trouve dans *l'Homme de Lettres*, au lieu de talens littéraires, que des singularités bizarres, & sans goût dans le stile, des ténèbres dans les pensées, des fougues & des fureurs dans la marche, des idées, des absurdités & des contradictions dans le raisonnement.

Page 403.

Il n'apperçoit dans le *Magistrat*, au lieu de la droiture & de l'impartialité qui devroient être inséparables de ce caractère, que fausseté dans les principes, dans les accusations, dans les citations, dans l'impartialité qu'il affecte, dans le zèle dont il se pare, dans l'assurance qu'il témoigne.

Ibid.

Il met dans la balance le *Catholique*, & au lieu des principes qui le distinguent, il ne voit dans M. de Monclar que les traits odieux d'une haine & d'une dérision sacrilège, contre l'Etat Religieux, le Corps Episcopal, le S. Siège, la Confession, le culte extérieur & la gloire des Saints.

L'Auteur demande ensuite si c'est par des absurdités & des contradictions, des faussetés & des fictions, des impiétés & des blasphèmes, que M. de Monclar a pu justifier les Arrêts de proscriptions lancés contre les Jésuites : la haine, l'envie, la vengeance, l'erreur & l'impiété n'ont (selon lui) réuni leurs forces, parcouru tant de Bibliothèques, discuté tant de questions, analysé tant de volumes, consulté tant de Registres, sou-

doyé tant de plumes , consumé tant de veilles , employé tant de subtilités , que pour accuser , pour noircir , pour convaincre de crime une Société dont on avoit juré la perte.

Pour conduire ses Lecteurs à cette conclusion digne d'un tel Ouvrage , vous jugez bien , Messieurs , quels traits empoisonnés il a répandu presque à chaque page de la discussion qu'il se propose.

Faut-il être surpris qu'il représente M. de Monclar comme un homme sans connoissance de la Grammaire , obscur dans la maniere de rendre ses pensées , sans éloquence , sans logique & ignorant , soit dans les faits qu'il rapporte , soit dans les textes qu'il cite , soit dans les maximes qu'il avance ; ce sont autant de chapitres de la première partie de ce Libelle , à la suite de laquelle on rapproche cent & tant de propositions que l'on prétend être contradictoires entr'elles , & extraites des Ouvrages , Plaidoyers & Comptes de ce Magistrat dans l'affaire des Jésuites.

Doit-on s'étonner qu'il le trouve sans intégrité ; & que dans cette deuxième partie , pour appuyer cette assertion calomnieuse , il ose former lui-même cinq chefs d'accusations de fausseté contre ce Magistrat ; fausseté dans ses principes , fausseté dans les accusations qu'il intente , fausseté dans les citations qu'il fait , fausseté dans l'impartialité qu'il affecte , fausseté dans les protestations du zèle dont il se pare. Chacun de ces chefs d'accusations annoncé en forme de questions , est divisé en chapitres.

Ce seroit se jeter dans un trop grand détail que de vous présenter l'objet de chacun de ces chapitres , dans lesquels nous trouvons presque à chaque page les injures les plus grossières contre ce Magistrat qu'il déchire , & contre ses Ecrits. Il l'appelle

I^{re}. PARTIE.

Tome 1^{re}.

Page 6.

Page 21.

Page 30.

Pages 52. 53.

54.

II^e. PARTIE.

Tome 1^{re}.

Pages 118.

132. 185.

Tome 2^e.

Page 1.

Pages 136.

197.

Tome 1^{re}.

Page 55.

Page 163.
Tome 2.
Page 21.

l'Echo de l'hérésie : son Compte, ses Notes, son Plaidoyer ne sont que d'infâmes ramas de calomnies. Il l'accuse de manquer de respect pour la Famille Royale, il le taxe de vanité, de luxe, d'ambition, de volupté, de mauvaise foi. Il avance que l'idée la plus juste qu'on puisse donner de ses Ouvrages, est de dire

Ibid. page. 44. par-tout mensonge sans conscience.

Il n'est cependant pas déplacé de vous observer ici, pour ne pas trop nous écarter de l'ordre même de ce Livre, que toutes les invectives odieuses lancées contre M. de Monclar en particulier, doivent dans l'intention de l'Auteur porter également contre tous les Magistrats, qu'il ne craint pas de charger des crimes les plus affreux.

Tome 2. pag.
148-164.

Tome 2.
Chapitre 2
de la 3^e Question, page 35.

En examinant dans la discussion de la troisième question, si les facultés dans les citations qu'il impute à M. de Monclar sont odieuses, & après s'être récrié sur ce que, pour perdre l'innocence & noircir la vertu, on mettoit en œuvre toutes les ressources du déguisement, du mensonge & de la mauvaise foi, que de pareilles faussetés étoient des prévarications, des noirceurs & des crimes, qu'à des faussetés de ce genre étoit attaché le nom odieux de fausfaire, & que devoit être éternellement attachée l'horreur de toutes les âmes droites & vertueuses; Qu'il est douloureux pour moi, dit-il, d'apprendre à la postérité que la Magistrature s'est souillée des horreurs de ce crime, & que c'est à force de faussetés & de calomnies qu'elle est venue à bout de renverser le Corps Religieux le plus utile à l'Eglise & à l'Etat! Qu'il est douloureux pour moi d'imprimer au nom d'un Magistrat, d'un Vengeur public, d'un Modèle des Procureurs Généraux, au nom de Me Ripert, la tache odieuse de calomniateur & de fausfaire. Ces qualifications sont affreuses, j'en conviens, mais

Ibid. pag. 38.

mais les faussetés qui les méritent le sont encore plus. Et c'est, MESSIEURS, à la suite de cette exclamation qui fait horreur, qu'il place un détail de faussetés prétendues au nombre de cent, avec des explications qu'il donne.

En traitant la quatrième question de cette seconde partie, il ose avancer que la ligue fut sur-tout le crime de la Magistrature, & faire le parallèle de la conduite des Jésuites & de celle des Parlemens dans ces tems malheureux, qui déposeront à jamais contre les crimes dont la Société s'est rendue coupable, & qui apprendront à la postérité que, sans la fidélité & la fermeté des Parlemens, nous n'aurions pas le bonheur de vivre sous les Loix de l'Auguste Maison que la Société vouloit exclure du Trône dans la personne de Henri IV, qu'elle osoit appeller par mépris le Navarrois.

Ibid. pages 136. 137.

Mais la Société n'a jamais oublié les efforts de cette Compagnie, soit pour l'empêcher de s'établir en France, soit pour s'opposer à son retour. Et comment une association étrangère dont l'essence est de s'introduire dans tous les Etats pour affaiblir ou usurper la puissance, pourroit-elle compatir avec des Corps de Magistrature dont au contraire l'essence est de maintenir & de conserver l'autorité dans la main des Souverains naturels ?

Les noms les plus respectables ne sont pas à l'abri de la satire de l'Auteur qui nous occupe. Avec quelle témérité ne cherche-t-il pas à répandre un ridicule sur la mémoire & sur les Ouvrages d'un Magistrat, qui, également célèbre par ses vertus comme par ses talens, a rempli avec tant d'éclat la plus haute dignité de la Magistrature ? A ces traits, MESSIEURS, vous reconnoissez aisément M. le Chancelier d'Aguesseau.

Tome 2
Page 9.

N'est-il donc aucun nom que paroisse respecter ce coupable

Tom. 1. pag.
272.

Ecrivain? Oui sans doute, il en est qui lui sont chers, vous nous prévenez, MESSIEURS; & en les nommant vous-mêmes, vous nous dispensez de rappeler ici des noms que la Magistrature ne prononcera jamais qu'avec douleur. Nous parlons des Mémoires & de la conduite de ces hommes trop faciles à prendre les impressions du fanatisme que leur inspiroit la Société. L'Auteur employe les *trois chapitres* de la cinquième question de cette *seconde partie* à traiter cet objet. Ce sont ces hommes qui reçoivent de lui les éloges les plus outrés, & il ne craint pas d'avancer que ce sont eux qui soutiennent la gloire de la Magistrature qu'il vous impute de couvrir d'opprobres; que ce sont eux qui se conforment aux Loix, & que vous les foulez aux pieds. Tristes & funestes récompenses du sacrifice qu'ils ont fait de tout honneur, que ces éloges donnés par la Société; éloges du moment, éloges déshonorans, & qui rappelleront sans cesse la réclamation de la Magistrature qui les a défavoués & méconnus pour ses Membres.

III.
PARTIE.
Tom. 2. pag.
350.

Enfin, MESSIEURS, dans la *troisième partie* de cet Ouvrage, est une déclamation pour conduire aux conséquences que l'Auteur veut produire contre la catholicité de M. de Monclar.

Pag. 353.

On veut prouver que d'après les principes de ce Magistrat, la destruction des Jésuites en France est le germe de la destruction de tous les Ordres Religieux, déterminée par les mêmes motifs, colorée par les mêmes prétextes, opérée par les mêmes moyens; c'est-à-dire, selon l'Auteur, *par l'audacieux & sacrilège abus que l'on fait de l'appel comme d'abus*. Et de-là par un paradoxe qui n'a pas d'exemple, on invite les Religieux, pour éviter, dans le sens de l'Auteur, leur destruction légale, à la mériter dans son même sens aux yeux de la Reli-

Pag. 356.

gion ; c'est-à-dire, selon lui, en outrageant le Saint Siège, en regardant comme des disputes de mots des erreurs frappées d'anathèmes, & comme Catholiques ceux qui s'en déclarent les Partisans, en préférant les Arrêts des Parlemens aux Bulles de Rome, & en cessant d'être Catholiques pour paroître François : car on ne craint pas de dire qu'ils essuyeroient infailliblement leur destruction légale, si, après avoir renoncé à leurs privilèges, ils n'avoient pas que l'abus en est énorme, & que le Pape, en les donnant, a renversé tout ordre Civil & Ecclésiastique, si, fermes dans la foi, ils se soumettoient respectueusement aux décisions de l'Eglise, s'ils regardoient comme Hérétiques ceux qui se roidissent contre l'autorité du Saint Siège & du Corps Episcopal, si, pour la Religion, ils consultoient Rome & non pas les Parlemens, si enfin ils osoient être Catholiques au risque de se voir accusés de n'être pas François.

On suspecte les sentimens de M. de Monclar contre le pouvoir que les Evêques tiennent de Jesus-Christ. On le représente comme occupé, à l'imitation de tous les hérétiques, à rendre leur autorité odieuse, parce qu'il a pû élever son ministère contre les abus que quelques-uns ont pû faire de ce même pouvoir. On lui reproche de s'ériger en Juge de la Doctrine & de la Foi, ce qui n'est jamais venu en pensée à aucun Magistrat, & cela pour affoiblir la Doctrine des quatre Articles du Clergé, & se permettre d'imprimer une absurdité que nous avons été dans le cas de réfuter l'année dernière : *Que les quatre Articles n'ont été reçus dans l'Assemblée du Clergé de 1682, que comme des opinions, & que dire autrement ce seroit traiter comme hérétique le reste de l'univers, & disputer au Pape le nom de Catholique, Apostolique & Romain.*

Pag. 317

Pag. 364

Pag. 365.

On ose avancer, en confondant toujours la Cour de Rome avec le Saint Siège, que le Magistrat ne respecte pas son autorité ; que Rome paroît le premier objet de sa haine ; que ce qui vient de Rome, que ce qui tient à Rome (c'est la Société sans doute) porte à ses yeux un caractère de réprobation, que sa plume en trace les plus affreux tableaux ; & que *Luther & Calvin en eussent trouvé l'indécence & l'audace dignes de leur délire & de leur fureur.*

Comme un des points par lesquels on attaque la catholicité de M. de Monclar, est ce qu'il a dit sur ce que les Constitutions de la Société prescrivent par rapport à la Confession dont il étoit à craindre qu'on abusât dans la Société à cause des délations expressément commandées, on le représente comme *marchant fidèlement sur les pas de tous les Hérétiques ennemis de la confession.*

Pag. 375.

Enfin on défigure tout ce que ce Magistrat a pu dire relativement à la conduite extérieure de la Société pour tout ce qui peut concerner les actes extérieurs de culte ou de dévotion auxquels elle se livre & qu'elle employer soit dans les missions, soit dans les instructions familiales de Confrairie ou de Congrégations, & on le suppose avoir attaqué tout culte extérieur, & l'honneur rendu aux Saints dont l'Eglise peut révéler la mémoire.

Pag. 382.

On couronne cette troisième Partie par un extrait de cent propositions que l'on prétend avoir tiré des ouvrages qui ont paru sous le nom de ce Magistrat, & on les range sous quatre titres différens : *Régicide, Schisme, Impiété & Blasphème*, c'est ainsi que la Société cherche à rétorquer contre un Magistrat irréprochable & contre toute la Magistrature, la Doctrine du *Recueil des Affertions*, recueil si amer pour elle, &

qui prévaudra par son exactitude & par son authenticité, contre les efforts impuissans qu'elle ou ses Sectateurs feront à jamais pour le combattre.

Tel est, MESSIEURS, le compte que nous pouvons vous rendre de ce Libelle. C'est, vous le voyez, le langage de la fureur, c'est l'indépendance de toute autorité autre que celle du Despote que la Société reconnoît pour seul Chef; c'est la voix du Fanatisme qui, sous le masque & l'habit de la Religion, déploie l'étendard de la révolte, qui appelle à son secours l'ignorance & la superstition, qui leur met en main les armes pour frapper avec elle quiconque prend la défense des droits de la Religion & des Souverains.

Cette Société, dont les cabales ont si souvent troublé le repos des Etats, ne voit qu'en frémissant la Justice déchirer le voile qui la déroboit aux yeux des Peuples, découvrir sa honte, & en la faisant connoître, lui ôter sa grandeur & son crédit. Le désespoir de se voir produite au grand jour, l'anime dans sa vengeance: elle communique l'esprit de délire à ceux de ses membres ou de ses partisans qui, par caractère ou par foiblesse, reçoivent l'impression de la fureur qui l'agite. Elle prépare loin d'ici le fiel dans lequel des Ecrivains séditieux trempent leur plume, malheureux de sacrifier leur religion, leur conscience, tout sentiment de probité & toute idée de raison pour servir un Corps dont l'ambition démesurée n'a servi qu'à lui préparer une chute plus éclatante.

Contre qui sa vengeance, si la Religion pouvoit la permettre, doit-elle naturellement éclater d'avantage, si ce n'est contre ce Magistrat célèbre qui, non content de montrer l'intérieur de cette Société politique, a su reprocher tout ce qui rend son Régime incompatible avec les Loix de notre Monarchie? Ce

n'est que cet esprit de vengeance qui a pu tracer l'infidelle tableau que nous n'avons qu'à regret exposé sous vos yeux : Tableau formé des couleurs préparées par une Société qui dit *n'avoir pour fin que la plus grande gloire de Dieu*. Est-ce donc pour la plus grande gloire de Dieu qu'elle emploie aujourd'hui si ouvertement sa morale, qu'elle en fait jouer tous les ressorts, qu'elle supplée par l'imposture & par la calomnie à la force qu'elle tiroit d'un crédit qu'elle a perdu, qu'elle pratique tous les moyens odieux dont l'usage ne lui est que trop ordinaire pour combattre la vérité ? Qu'il est flatteur pour M. de Monclar de pouvoir opposer aux traits perfides d'une vile cabale, la voix de la Religion, l'amour de son devoir, la fidélité à son Prince, les applaudissemens de l'Europe, les éloges & les suffrages de tous les Magistrats & de tous les Sçavans réunis pour le regarder comme un des hommes les plus éloquens, & un des plus grands ornemens de la Magistrature !

Quel est donc le but de cette Société & de ses Emissaires ? Après avoir condamné son régime, nous avez voulu rendre ses Membres Sujets du Souverain, parce qu'ils ne peuvent lui être chers qu'autant qu'ils seront des Citoyens fidèles à la soumission due aux Loix & aux maximes du Royaume. Cette Société au contraire qui n'est plus pour eux qu'une puissance étrangère, voudroit exciter ces trop malheureuses victimes à respirer encore le poison de ses maximes, à se livrer à mille intrigues, & en faire le jouet de son inflexibilité.

En vain cette Société affecteroit-elle de s'enorgueillir du repos apparent dont elle paroît jouir dans quelques Provinces de la France. Si des raisons particulières y ont retardé sa dissolution, la Justice n'a pas moins le bras levé, & le zèle de ses Ministres n'est que suspendu. La fidélité au Souverain est

la même dans tous les Corps différens de la Magistrature , & il n'en est aucun qui ne crût y manquer , s'il ne connoissoit enfin de l'accusation portée dans une matiere aussi grave contre cette Société. L'audace avec laquelle elle ose insulter à vos Jugemens , à la Magistrature entiere , leur apprend ce qu'ils doivent en attendre à leur tour , & ne fait que prouver la nécessité de son entiere dissolution.

Il est contre tout principe de bon Gouvernement de conserver dans un Etat un Corps particulier , qui , par son Institut , est toujours essentiellement en guerre avec l'Etat , & avec les Ministres nécessaires de la Religion reçue dans l'Etat ; & tel est , comme on l'a si solidement démontré , la Société & son Institut depuis l'époque de sa naissance.

Que d'Ecrits séditieux qui paroissent chaque jour ! La Société oseroit-elle publier par la bouche de ses Partisans aveugles , qu'on a tort de lui imputer ces excès , & qu'elle a supplié ceux qu'elle a connus pour être les Auteurs de pareilles Ouvrages , de ne pas les faire paroître ? Qu'elle accorde donc ces prières trompeuses , avec ces distributions clandestines de ces mêmes Ecrits par le canal de ceux même qu'elle portoit ci-devant , & qu'elle n'échauffe peut-être que trop encore dans son sein.

Quel est le but coupable de ces Libelles , tels que celui dont nous venons de vous rendre compte ? C'est d'affermir les Membres de cette Société contre toute soumission aux dispositions de vos Arrêts. C'est toujours la fin de ces sortes d'Ecrits émanés d'elle. *Qu'on menace les Jésuites , dit l'Auteur de l'Ouvrage que nous vous dénonçons , de la proscription , de l'exil , de la misere , de la captivité , de la mort même , ils apprendront à la France que la foi qui animoit les premiers Chrétiens , n'est pas*

Tom. 2. pag.
410 dernière à
à la fin.

encore éteinte, & que si la destinée de la Religion est d'avoir dans tous les siècles des ennemis & des persécuteurs, sa gloire c'est d'avoir des Disciples & des Défenseurs qui savent vivre & mourir pour elle.

Page 479.

Quel aveuglement étrange ? Et ce qui est également inconcevable, c'est qu'après avoir accumulé dans ce Libelle toutes les injures & les calomnies les plus atroces contre les Magistrats, contre leurs Jugemens; l'Auteur, pour faire honneur à la Société, a la témérité de dire quelques lignes avant le passage que nous venons de citer : *On les couvre d'opprobre, ils se taisent, on les dépouille, on les proscrie, on les écrase, ils n'opposent à ces excès tyranniques que la patience : des Libelles sanglans les déchirent, ils prêchent par-tout le silence, la modération, ils condamnent même ceux qui, pour les venger, osent opposer la vérité au mensonge. Leurs amis les défendent, comme ils se défendent eux-mêmes. Ils gémissent, ils prient, c'est à Dieu seul qu'ils confient leurs amertumes & leurs douleurs, les Autels sont arrosés de leurs larmes, & leur bouche ne s'ouvre dans le Public ni aux plaintes, ni aux murmures.*

S. Augustin,
Epist. 61.

Le fanatisme a ses Martyrs comme la Religion ; mais ce qui distingue les uns & les autres, c'est la nature de la cause qu'ils défendent, selon l'expression d'un célèbre Docteur de l'Eglise, *Martyrem non facit poena sed causa* ; que le fanatisme inscrit dans ses listes ces prétendus Martyrs de la Société dans l'affaire présente : la Religion les lui abandonne, parce qu'elle les méconnoît ; ce langage fastueux de la Société qui se fait gloire de ce qu'elle souffre dans la mauvaise cause qu'elle défend, peut-il faire illusion ?

Les plus simples Fidèles dont les connoissances peuvent être quelquefois trop bornées pour juger de la nature de la cause qui seule assure la couronne du martyre, sont cependant assez instruits

instruits pour sçavoir que ceux qui l'ont remportée dans la Communion de l'Eglise regarderent toujours comme un devoir de conscience de rendre aux Princes & aux Magistrats, même idolâtres qui les condamnoient, la soumission & le respect qui leur est dû, parce que toute puissance vient de Dieu. Loin d'insulter à leur autorité, de les calomnier par des Libelles, ils souffroient sans murmure, & prioient pour ceux qui étoient leurs Juges. Quel contraste entre ces respectables Martyrs & les Membres de la Société qui voudroient en usurper le nom ! Est-ce à l'Ecole de Jesus-Christ, ce divin Maître, dont ils se disoient les *Compagnons*, qu'ils ont appris à employer le mensonge & la calomnie, à souffler l'esprit de révolte contre l'autorité qui déconcerte leur politique, & qui veut les rap-
peller à l'esprit de l'Evangile & aux maximes du Royaume ?

La Cour vient de nous faire remettre dans l'instant deux autres Imprimés qui depuis vingt-quatre heures nous étoient également tombés entre les mains.

Le premier a pour titre : *Tout se dira, ou l'esprit des Magistrats destructeurs, analysé dans la demande en profit de défaut de M. Le-Goullon, Procureur Général du Parlement de Metz. A Amsterdam, par la Compagnie des Libraires associés. 1763. in-12 de 306 pages.*

Tout se dira

L'autre, *Examen du Mandement... portant condamnation des trois Parties de l'Histoire du Peuple de Dieu, composée par le Frere Berruyer. Donné à Lyon le 24 Décembre 1762. De l'Imprimerie d'Aimé de la Roche. 1763. in-4°.*

Vous n'exigez pas de nous, MESSIEURS, que nous vous rendions de ces Libelles un compte aussi détaillé que celui des deux premiers. Le peu de tems que nous avons eu pour les examiner, ne nous permet de vous en présenter qu'une courte ana-

lyse, cependant suffisante pour vous les faire connoître.

Le premier *Tout se dira*, &c. paroît inspiré par le même esprit qui a conduit le Libelle, *Il est tems de parler*. C'est assez le même style, les mêmes accusations, les mêmes idées répétées, & la Préface est sur le même ton de l'ironie la plus insolente. On y fait gloire d'y braver, presque dans le même langage, toute autorité; on y traite les Comptes rendus par les Magistrats, de *Catilinaires*.... de discours satyriques, où le fiel & l'amertume répandus avec profusion & sans goût, dégradent la raison, font gémir l'humanité, & prouvent au Public impartial, qu'on n'a pas même pu colorer les excès auxquels on se porte.

On accumule les injures, les calomnies, les traits les plus noirs que le Satyrique le plus effrené puisse se permettre, en particulier contre plusieurs Magistrats, & généralement contre tous: aux yeux de l'Auteur, ce sont des hommes inspirés par la haine contre l'Eglise, son Chef & ses Ministres... qui haïssent & calomnient une Société que Dieu, suivant l'expression de Benoît XIV lui-même, avoit suscitée pour la défense de l'Eglise & la poursuite de l'hérésie.... Des hommes qui introduisent un nouvel Evangile.... Des Juges qui étouffent les lumières de leur esprit, les repugnances de leur cœur, les remords de leur conscience, le cri de la Justice, la voix de la Religion, les sentimens de l'humanité... que l'Auteur regarde comme cessant d'être Magistrats, & qu'il charge des crimes les plus affreux, dont la Société n'a garde de s'avouer coupable, des hommes enfin qui sont les Sujets les plus rebelles & les plus infidèles; & c'est à prouver ce dernier chef d'accusation que l'Auteur emploie la moitié de son Libelle.

Quel en est donc le but? l'Auteur n'a pas voulu que l'on pût hésiter sur son objet. *Il est essentiel*, dit-il dans la Préface, *de décréditer ceux qui abusent de tout, pour décréditer eux-mêmes la Religion*

& avilir la Majesté Royale. C'est en les vengeance l'un & l'autre , ajoutet-il , que je prétends venger la Société. Le droit de représailles est un droit naturel à l'homme ; & quelques pages après , la défense doit être en quelque sorte proportionnée avec l'attaque. Qui ne croiroit entendre ici ce même esprit de révolte que la Société marqua dans tant de Libelles affreux , & qu'elle fit répandre par ses Sectaires dans ces tems malheureux de notre Histoire qui déposera éternellement contre elle ? Faut-il qu'en périssant dans ce Royaume , elle lance son venin contre ceux qui l'attaquent avec justice , & que ses derniers cris soient l'expression de la fureur & de la vengeance ?

Pag. 13:

Le second Ecrit a pour objet de produire des accusations contre le Jugement que M. l'Archevêque de Lyon a porté sur les trois Parties de l'Histoire du Peuple de Dieu , composée par le Frere Berruyer : & ces accusations ne sont pas d'une espece bien différente de celles formées contre toute la Magistrature dans les Imprimés précédens. L'Auteur prétend que *le Rédacteur des textes du P. Berruyer n'a pas été mieux choisi par M. l'Archevêque de Lyon , que le Rédacteur des fameuses Affertions par le Parlement de Paris. Que ce sont des artisans de fausses imputations , qui par des textes mal rapportés , mal rapprochés , mal traduits , fabriquent des erreurs évidemment & constamment contredites par les Ecrivains qu'ils accusent d'en avoir été les défenseurs.* Selon lui , l'exposé sommaire du système du Frere Berruyer donné dans ce Mandement , est un exposé calomnieux. *ce sont des sommaires fabriqués.* En conséquence l'Auteur du Libelle examine cet exposé sommaire contenu dans le Mandement , & prétend montrer combien *la doctrine du Frere Berruyer est différente de celle qu'on affecte de lui imputer pour le condamner. Il ne prétend cependant pas , si on peut l'en croire sur sa parole ,*

Examen du
Mandement..

Pag. 14.

justifier le Livre condamné, mais convaincre de cent fautes les Délateurs qui l'ont accusé. C'est ici une critique téméraire, scandaleuse, pleine d'invectives grossières contre un Mandement lumineux, exact, profond, fondé sur les principes de la saine Théologie, l'Ecriture, la Tradition, les Conciles & les Peres, & dont tous les bons Théologiens ont loué l'exactitude, l'évidence & la force. Pouvoit-il ne pas offenser une Société qui ne comptoit que trop de partisans d'*Hardouin* dans son sein ? Et peut-on être surpris, après ce que nous voyons de nos jours, qu'il y ait parmi les Membres de la ci-devant Société tant de défenseurs d'un Frere Berruyer, tout destructeur qu'il est de la Divinité de Jesus-Christ ? Le Frere Berruyer étoit Membre de la Société, & c'est une maniere de le défendre que d'accuser de calomnies ceux qui le condamnent, sans respect pour les lumieres & les talens d'un Prélat respectable que son caractère établit un des Juges de la Doctrine concernant la Religion.

L'esprit de la Société est le même dans tous les tems. Ses malheurs & ses disgraces passées n'ont pu l'instruire.

L'idée fastueuse que cette Société s'est formée de son Institut dès sa naissance, lui a inspiré cet orgueil inflexible qui produira infailliblement sa destruction générale ; & ce qui vient de s'opérer dans les Parlemens du Royaume, ne peut qu'ouvrir les yeux aux Souverains sur leurs véritables intérêts.

Qu'attendre en effet d'une Société qui devient nécessairement ennemi ouvert ou secret de quiconque, dans tous les Ordres de l'Etat, ne fléchit point devant elle ? D'une Société qui se représente sous les emblèmes les plus effrayans, & tels que ceux que nous croyons devoir rappeler à la Cour, & que cette Société nous offre dans le fameux Ouvrage *Imago primisæculi*.

La Société en butte à ses ennemis pendant un siecle entier ;

un drapeau déchiré par lambeaux avec cette devise, *Jam se formosius ipso est.*

La Société attaquée en vain par ses ennemis. Des hommes qui tirent contre le Soleil des fleches qui retombent sur eux : *solem nulla sagitta ferit.*

L'accroissement de la Société au milieu de ses disgraces, un bateau qui s'élève à mesure que les eaux augmentent : *crefcit crefcentibus undis.*

Six roues engrainées les unes dans les autres sur la mer, & qu'un Génie placé sur le rivage fait mouvoir ; le globe du monde fufpendu à la dernière roue, monte par l'impreffion que celle-ci reçoit des autres roues que le Génie met en mouvement : la devise est, *fac pedem figat, & terram movebit.*

Nous pourrions ajouter d'autres emblèmes à ces premiers ; mais ces images gigantesques qu'on pourroit à peine employer pour exprimer la puiffance d'une Monarchie univerfelle, qui, par la force des armes, retiendrait dans les fers toutes les autres Nations, ne peuvent exciter d'autre impreffion que celle du ridicule, lorsqu'une Société Eccléfiaftique ofe fe les appliquer, elle qui ne pourroit avoir d'autorité légitime que par les vertus, & qui n'a dû qu'à l'intrigue un crédit qu'elle a perdu auffi-tôt qu'est tombé le voile qui couvroit tout enfemble fon ambition & fa foibleffe.

La France avoit reçu la Société comme à l'épreuve : l'expérience de deux fiècles vous a prouvé jufqu'à la démonftration, que fon Institut ne peut s'allier avec l'efprit de l'Eglife, ni avec les maximes de notre Monarchie : en conféquence, vous avez prononcé fon entière diffolution ; & cette diffolution eft légalement exécutée dans tout votre Reffort. Mais à juger de l'état de cette Société, de fa conduite, de fes vues par

tous les Libelles qui se reproduisent chaque jour, & par leur caractère, par tous les faits relatifs à leur distribution, & par les sources où ils remontent; par ces agens cachés, répandus de tous côtés; par la hardiesse qu'ils ont de porter le trouble jusques dans ces Solitudes consacrées à la retraite & à la priere; par la témérité avec laquelle ils osent y surprendre, y compromettre la vertu même, ne sembleroit-il pas que cette Société voudroit en quelque sorte renaître aujourd'hui, au moins sous une forme nouvelle?

Ce ne sont pas de simples conjectures que par amour du bien public un pur excès de prudence nous porte naturellement à former. La vigilance du Magistrat préposé à la Police de cette grande Ville, & à l'exécution de vos Arrêts en ce qui le concerne, l'a mis à portée de connoître quels étoient les distributeurs principaux de l'Instruction Pastorale de M. l'Archevêque de Paris, au préjudice des défenses portées par votre Arrêt du 21 Janvier dernier. On a trouvé quelques-uns des lieux où elle avoit été déposée, on a sçu comment ces distributions s'étoient pratiquées: ce sont des ci-devant Jésuites, Freres Jésuites, Membres ou affidés de la Société, qui ont été les principaux distributeurs. Ils ont également distribué partie des autres Libelles: ils ont des relations, des correspondances: nous n'avancions rien dont M. le Premier Président n'ait été certifié comme nous par le Lieutenant Général de Police, & nous manquerions à un de nos plus essentiels devoirs si nous négligions de vous en instruire.

Une espece de Corps invisible, gouverné par les maximes qui régissoient la ci-devant Société, ne seroit pas moins dangereux, sans doute; & nous croirions, MESSIEURS, qu'il seroit de votre prudence de prendre des mesures capables d'obvier aux conséquences & aux suites de cette fermentation, en l'arrêt.

tant dans son principe. Pourquoi les Membres dispersés de la ci-devant Société donnent-ils de si justes inquiétudes sur l'usage qu'ils font de la liberté dont ils peuvent jouir à l'abri de vos Arrêts ? S'ils ne veulent pas se mettre dans le cas d'être employés dans les fonctions publiques du saint Ministère ; si tous optent de préférence la qualité de simples Sujets , qu'ils s'en montrent dignes ? Pourquoi troubler , pour ne rien dire de plus , la tranquillité publique par des actes que la Puissance Souveraine ne pourroit s'empêcher de réprimer ? Et ne seroit-ce pas leur imposer à tous un joug salutaire , que d'exiger d'eux une soumission capable , du moins , de les engager à vivre paisibles dans le Royaume ? Tous les Ordres de l'Etat seront alors assurés d'une tranquillité dont ils vous seront redevables , & dont tous les instans seront précieux à la sagesse du Prince qui nous gouverne , pour les employer au soulagement & à la félicité de ses Peuples.

Nous laissons à la Cour nos Conclusions par écrit sur tous ces objets , avec les Imprimés dont nous lui avons rendu compte.

Et se sont lesdits Gens du Roi retirés.

Eux retirés :

VU les quatre Imprimés , dont 3 in-12. & le quatrième in-4°. le premier intitulé : *Lettre d'un Docteur de Sorbonne à Monseigneur l'Evêque de **** , contenant six pages d'impression , & finissant par ces mots , *je suis avec respect, Monseigneur, votre très-humble & très-affectionné serviteur ****. 28 Décembre 1763 : sans noms d'Auteur, d'Imprimeur, ni mention du lieu de l'impression. Le second en deux volumes intitulés : *Il est temps de parler, ou Compte rendu au Public des*

Pièces légales de Me Ripert de Monclar, & de tous les événemens arrivés en Provence à l'occasion de l'affaire des Jésuites. Si videris calumnias & violentia judicia, & subverti justitiam in Provincia, non mireris super hoc. Eccles. C. V. Tome premier. A Anvers, chez Venderlec, Libraire. M. DCC. LXIII. Le premier volume contenant 250 pages d'impression, & le second 410 pages, & finissant par ces mots, si la destinée de la Religion est d'avoir dans tous les siècles des Ennemis & des Persécuteurs ; sa gloire, c'est d'avoir des Disciples & des Défenseurs qui savent vivre & mourir pour elle : sans nom d'Auteur. Le troisième intitulé : Tout se dira, ou l'esprit des Magistrats destructeurs, analysé dans la demande en profit de défaut de Me le Goullon, Procureur Général du Parlement de Metz. Contra potentes nemo munitus est satis : si vero accessit conciliator maleficus, vis & nequitia quidquid oppugnant, ruit. Phedre L. 2. Fabl. 6. A Amsterdam. Par la Compagnie des Libraires associés. 1763. contenant 466 pages d'impression, y compris la Table des matieres, & finissant par ces mots, fin de la Table : aussi sans nom d'Auteur. Et le quatrième & dernier en 4°. intitulé : Examen du Mordelement... portant condamnation de trois parties de l'Histoire du Peuple de Dieu, composé par le F. Berruyer. Donné à Lyon le 24 Décembre 1762. De l'Imprimerie d'Aimé de la Roche. 1763. contenant 56 pages d'impression, & finissant par ces mots, fin de cet Examen : sans noms d'Auteur, d'Imprimeur, ni mention du lieu de l'impression. Conclusions du Procureur Général du Roi. Oui le Rapport de Me Joseph-Marie Terray, Conseiller. La matiere mise en délibération.

LA COUR, toutes les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne que lesdits quatre Imprimés seront lacrés & brûlés dans

dans la cour du Palais, au pied du grand escalier d'icelui, par l'Exécuteur de la Haute-Justice : fait défenses à tous Imprimeurs, Libraires, Colporteurs & autres, de les imprimer, vendre & débiter, ou autrement distribuer, enjoint à tous ceux qui en ont des Exemplaires de les apporter incessamment au Greffe de la Cour, pour y être supprimés. Ordonne qu'à la requête du Procureur Général du Roi, il sera informé par-devant M^r Joseph-Marie Terray, Conseiller, que la Cour a commis à cet effet, contre les Auteurs, Imprimeurs & Distributeurs desdits quatre Imprimés. Donne acte au Procureur Général du Roi de la plainte qu'il rend de la distribution de l'Ecrit intitulé, *Instruction Pastorale*, &c. faite depuis l'Arrêt de la Cour du 21 Janvier 1764 : ordonne qu'il sera informé du fait de ladite distribution, circonstances & dépendances, par-devant ledit Conseiller-Rapporteur ; ordonne en outre que dans huitaine, à compter du jour de la publication du présent Arrêt, même par Extrait, tous ceux qui étoient Membres de la ci-devant Société se disant de Jesus, au fix Août mil sept cent soixante-un, étant actuellement dans le Ressort de la Cour, prêteront serment, de ne point vivre désormais en commun, ou séparément, sous l'empire de l'Institut & des Constitutions de la ci-devant Société se disant de Jesus, de n'entretenir aucune correspondance directe ou indirecte, par lettres, ou par personnes interposées, ou autrement, en quelque forme & manière que ce puisse être, avec le Général, le Régime & les Supérieurs de ladite ci-devant Société, ou autres personnes par eux préposées, ni avec aucuns Membres d'icelle résidens en Pays Etrangers, & de tenir pour impie la Doctrine contenue dans le Recueil des Affertions, tendante à compromettre la sûreté de la Personne sacrée des Rois ; lesquels sermens, à l'égard de tous

• D

ceux desdits ci-devant soi-disans Jésuites , qui sont actuellement dans la Ville , Prévôté & Vicomté de Paris , seront reçus par-devant ledit Conseiller-Rapporteur ; & qu'à l'égard de tous les autres ci-devant soi-disans Jésuites demeurans actuellement hors de la Ville , Prévôté & Vicomté de Paris , & dans le ressort de la Cour , lesdits sermens seront reçus dans les Bailliages & Sénéchaussées du ressort , dans le district desquels ils se trouveront lors de la susd. publication du présent Arrêt , par le Lieutenant Général ou autre Officier , suivant l'ordre du Tableau , desquels sermens sera donné acte , qui sera souscrit par celui qui aura fait ledit serment , & déposé au Greffe de la Cour , ou aux Greffes des Bailliages & Sénéchaussées du Ressort , dont expédition en forme sera envoyée au Procureur Général du Roi , pour être pareillement par lui déposée au Greffe de la Cour , pour , sur le compte qui sera par lui rendu , être par la Cour , toutes les Chambres assemblées , statué ce qu'il appartiendra ; le tout sans préjudice du serment prescrit par l'Arrêt du six Août mil sept cent soixante-deux , à l'égard de ceux qui voudroient remplir des grades dans les Universités du Ressort , posséder Canoniciats , ou Bénéfices à charge d'âmes , Vicariats , emplois , ou fonctions ayant même charge , Chaires ou enseignement public , Offices de Judicature , ou Municipaux , & généralement remplir aucunes fonctions publiques , comme aussi sans préjudice de l'exécution de l'Arrêt du sept Septembre suivant rendu en conséquence. Ordonne que le présent Arrêt sera imprimé , su , publié & affiché par-tout où besoin sera ; que l'affiche d'icelui , même par extrait , vaudra signification & injonction à chacun de ceux qui , audit jour 6 Août 1761 , étoient Membres de ladite ci-devant Société ; que Copies collationnées du présent Arrêt ; & pour procurer plus prompte exécution , qu'Extraits

collationnés d'icelui seront envoyés aux Bailliages & Sénéchauffées du Ressort, ensemble aux Conseil Provincial d'Artois, Bailliages, Gouvernances & Officiers Municipaux de l'Artois, pour y être pareillement lû, publié & enregistré. Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour. Fait en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le 22 Février 1764. Collationné,
REGNAULT.

Signé, DUFRANC.

Et le Vendredi vingt-quatre Février audit an mil sept cent soixante-quatre, à la levée de la Cour, les quatre Imprimés énoncés en l'Arrêt ci-dessus, ayant pour titres; le premier, Lettre d'un Docteur de Sorbonne, &c.; le second, Il est tems de parler, &c.; le troisieme, Tout se dira, &c.; & le quatrieme, Examen du Mandement, &c. ont été lacrés & brûlés au pied du grand Escalier du Palais, par l'Exécuteur de la Haute-Justice, en présence de nous Dagobert-Etienne Ysabeau, l'un des trois premiers & principaux Commis pour la Grand'Chambre, assisté de deux Huissiers de la Cour.

Signé, YSABEAU.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue de la Harpe, à l'Hercule, 1764.

ind. 52736

3

Z PH 11503